



# GPEC : ...de la décroissance à la priorisation...

La crise sanitaire que nous traversons pointe du doigt les incohérences de système économique, système que la CGT dénonce et combat depuis des années :

- ⇒ Les logiques de délocalisations au nom de la rentabilité qui, aujourd'hui, nous mettent tous en danger et plus particulièrement les travailleurs des activités essentielles par le manque de matériels de protection et des conditions de travail adaptées.
- ⇒ Les cadeaux fiscaux, CICE, évasion fiscale des plus riches et des multinationales qui diminuent les recettes de l'état et justifient ainsi la destruction des Services Publics et notamment de l'Hôpital public aujourd'hui à l'agonie
- ⇒ Le soi-disant coût du travail qui sert de prétexte à la diminution voire la suppression des cotisations sociales cassant ainsi tout notre système de protection sociale

**Ces dernières années, Pôle emploi n'a pas non plus été épargné par ces logiques libérales et par la « rigueur budgétaire » :**

- contre – réforme et étatisation de l'Assurance Chômage avec pour objectif d'économiser 4,5 milliards d'euros en 3 ans,
- baisse des effectifs que nous avons combattue sans relâche,
- réorganisation incessante et pression managériale pour être le bon élève en termes de gains de productivité.

Le nombre de prestataires privés s'est accru à la DSI. **Mais l'exemple le plus caricatural est sans aucun doute l'accord GPEC mis en place par la Direction et les organisations syndicales signataires avec les métiers soi-disant en « décroissance ».** Cela a permis de rogner encore dans **les fonctions supports** que la DG n'a eu de cesse de mettre à mal depuis des années. Dans bon nombre d'agences **les pôles appui** ont disparu, le maître mot pour les remplacer étant mutualisation. La fusion des régions a réduit considérablement **les services au sein des DR**. Mais cet accord GPEC a aussi incité **les conseillers GDD** à abandonner leur métier présenté comme sans avenir grâce à la magie de l'automatisation : plus besoin d'intervention humaine donc plus besoin d'agents qualifiés !

**Or, aujourd'hui la DG est de fait obligée de reconnaître ses erreurs puisque ces activités dites hier en décroissance sont aujourd'hui priorisées et reconnues comme essentielles :** inscription et versement des allocations ; gestion RH avec les arrêts maladie, paiement des salaires, des fournisseurs, connexions et sécurité informatiques, traitement du courrier etc.

**Demain, il serait inconcevable que la DG continue sa politique destructrice.**

Tout comme nous devons déjà nous préparer pour exiger d'autres choix de société à l'issue de cette crise sanitaire, nous devons à Pôle emploi aussi peser pour obtenir un Service Public de l'Emploi et une Protection Sociale réellement aux services des usagers, des privés d'emploi, des entreprises et respectueux de ses agents.